

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARONCELLI

1495 Avenue d'Orange
BP 70084
84700 Sorgues

Références : D-0562-2025 SPR/2025/0595

Code AIOT : 0006400408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement MARONCELLI implanté Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 Piolenc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARONCELLI
- « Ile des Rats » et « Martignan », sur les communes de Piolenc, Orange et Caderousse
- Code AIOT : 0006400408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières Maroncelli, dont le siège social est situé 1495, Route Nationale 7 - à Sorgues, exploite une carrière alluvionnaire aux lieux-dits « Ile des Rats » et « Martignan », sur les communes de Piolenc, Orange et Caderousse. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la

rubrique 2510 (exploitation de carrières) et de l'enregistrement au titre 2515 (traitement des matériaux) de la nomenclature des ICPE. Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Mesures d'évitement des impacts	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	31/03/26
10	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46 II	/	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	3 mois
12	Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
13	Distances de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
15	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 7.1.1	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.3.8 -	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Mesures d'évitement des impacts	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Mesures de	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	réduction des impacts	du 13/07/2021, article 10.2.2.2	d'action corrective	
7	Mesures de compensation des impacts	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.3	/	Sans objet
14	Effets sur les eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 7 non-conformités au cours de cette visite, relatives au plan de gestion des déchets d'extraction, aux distances de sécurité, aux mesures d'évitement des impacts et à la maîtrise des nuisances sonores. L'inspection des Installations Classées propose à monsieur le Préfet de Vaucluse de demander des actions correctives concernant ces écarts relevés. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/06/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 06/11/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.

Constats :

Constat le 26/06/2024 : par courriel du 12/12/2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGDE (plan de gestion des déchets d'extraction), datée de décembre 2023, faisant toujours le renvoi aux dispositions de l'étude d'impact agricole. L'exploitant indique que les opérations de décapage sur la nouvelle zone de Martignan vont être démarrées en septembre.

Toutefois, il précise que les opérations de diagnostic archéologique, effectuées en 2022 et au printemps 2024 sur les terrains des phases PQ 1b et PQ 2 de la zone Martignan, ont conduit à remanier en profondeur, sur plusieurs mètres, une grande partie des terrains en place. Il fournit à l'appui de ses propos le rapport final d'opération d'août 2022, relatif aux fouilles effectuées de février à avril 2022, qui présente la localisation et la nature des investigations réalisées. L'exploitant précise que ces opérations ont été réalisées sans précaution particulière, visant à préserver la qualité des terres agricoles. Ainsi, l'absence de décapage sélectif au cours de ces opérations a vraisemblablement conduit à un mélange des différents horizons sur une majeure partie des terrains concernés par les phases PQ1b et PQ2.

Par rapport du 06/08/2024, l'inspection a demandé à l'exploitant :

- a) pour les prochaines opérations de décapage sur les terrains concernés par les phases PQ1b et PQ2, d'assurer une traçabilité des terres excavées. L'historique des opérations effectuées sur les terres des phases PQ1b et PQ2 devra également être repris dans le PGDE, afin d'en conserver la mémoire (opérations de remaniement lors du diagnostic, zones de stockage temporaire,...) ;
- b) pour les prochaines opérations de diagnostic archéologique, de mentionner dans la convention avec l'opérateur en charge de ces travaux que les fouilles doivent être réalisées de façon à ne pas porter atteinte à la qualité agronomique des terrains en place, en veillant en particulier à ne pas mélanger les différents horizons, tel que prévu dans l'étude d'impact agricole.

Au regard de la surface remise en état pour un usage agricole sur la zone Martignan (37 Ha) vis à vis de la surface globale à décapage sur ce secteur (74 Ha), il apparaît qu'un excédent de terre « végétale », correspondant aux horizons supérieurs, sera généré par les opérations de décapage. Ainsi, il conviendra d'utiliser préférentiellement les horizons supérieurs des terres décapées sur les phases PQ 3 à 5, afin de réaliser la remise en état finale des surfaces à vocation future agricole. Ce point devra être pris en compte dans le phasage des travaux de remise en état et intégré dans le PGDE.

Constat le 30/07/2025: par courrier du 29/08/2024, l'exploitant s'est engagé à intégrer au PGDE, sous 3 mois :

- une procédure permettant d'assurer la traçabilité des prochaines opérations de décapage sur les terrains concernés par les phases PQ1b et PQ2 ;
- d'utiliser préférentiellement les horizons supérieurs des terres décapées sur les phases PQ 3 à 5, afin de réaliser la remise en état finale des surfaces à vocation future agricole.

Il s'engage également à mentionner dans les prochaines conventions de diagnostic archéologique la nécessité de préserver les différents horizons supérieurs des terres décapées.

L'exploitant a également transmis, conjointement à son rapport d'activité pour l'exercice 2024, une mise à jour du PGDE datée de septembre 2024. Toutefois, les annexes 6 « procédure PQ1 et 2 » et 7 « procédure gestion terres PQ3 à 5 », citées dans le document, ne sont pas jointes à ce dernier.

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le projet de procédure, relative aux phases PQ1 et 2. La procédure de gestion des terres pour les phases PQ3 à 5 n'a pas été encore rédigée. Il précise ne pas encore connaître la période de réalisation des prochaines fouilles archéologiques.

Il est également constaté sur site un stockage différencié des terres, issues des dernières opérations de décapage de la phase PQ1-b.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection relève que le PGDE doit être revu, afin d'intégrer le changement de phasage pour la zone Martignan (cf PdC n°10 ci-après, relatif au porté à connaissance du 1^{er} avril 2025). Aussi, il est demandé à l'exploitant, sous 2 mois, de transmettre la mise à jour de son PGDE, au regard du nouveau phasage et comportant les 2 procédures demandées.

L'exploitant veillera, pour les prochaines opérations de décapage des terres sur les secteurs, non encore remaniés à la suite de fouilles archéologiques, à :

- appliquer les prescriptions de son étude d'impact agricole (cf pages 74 à 78 de l'étude d'impact agricole : mise en place d'un cahier d'enregistrement numérique,...) ;
- mentionner dans la convention avec l'opérateur en charge de ces travaux que les fouilles doivent être réalisées de façon à ne pas porter atteinte à la qualité agronomique des terrains en place, en veillant en particulier à ne pas mélanger les différents horizons, tel que prévu dans l'étude d'impact agricole.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/11/2024

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;

Constats :

constat le 26/06/2024 : comme mentionné au PdC n°1, l'exploitant a transmis par courriel du 12/12/2023 une nouvelle version de son PGDE, datée de décembre 2023, faisant toujours le renvoi aux dispositions de l'étude d'impact agricole. Il n'a pas, à ce stade, intégré de procédures de contrôle et de surveillance précises, associées à la gestion des terres lors des opérations de

décapage ou de remise en état, ni fait appel à un spécialiste en agro-pédologie afin de l'assister dans la réalisation de ces opérations.

Toutefois, il précise que les opérations de diagnostic archéologique, effectuées en 2022 et au printemps 2024 sur les terrains des phases PQ 1b et PQ 2 de la zone Martignan, ont conduit à remanier en profondeur, sur plusieurs mètres, une grande partie des terrains en place.

=> L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre à jour son PGDE, afin d'y intégrer :

- les procédures de contrôle et de surveillance mises en place afin d'assurer la gestion et la traçabilité des terres décapées sur les secteurs PQ 1b et PQ 2 ;
- les procédures de contrôle et de surveillance qui seront utilisées lors des opérations de décapage phases PQ 3 à 5, afin de garantir la qualité agronomique des terres et notamment la séparation des différents horizons.

Constat le 30/07/2025 :cf PdC n°1

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

cf PdC n°1

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.3.8 -

Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/08/2024

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. À cet effet, l'exploitant dispose d'un bassin de rétention de 120 m³, à proximité de l'installation de traitement. Les orifices d'écoulement du bassin de rétention sont en position fermée par défaut. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées et dûment autorisées. Toutefois, en l'absence de pollution préalablement caractérisée et après accord de l'inspection des installations classées, ces eaux pourront être rejetées au milieu naturel dans le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 5.5.1.

Constats :

Constat le 26/06/2024 : par courrier du 30/01/2024, l'exploitant a transmis à Mme la Préfète un porté à connaissance présentant diverses modifications des conditions d'exploitation, dont les évolutions apportées au système de rétention des eaux.

A travers ce dossier, l'exploitant propose de compléter la capacité de rétention initiale de 120 m³ du bassin à ciel ouvert par la création d'une capacité de rétention complémentaire d'un volume total 198 m³, via la mise en place de trois cuves enterrées. Ces cuves enterrées seront exclusivement dédiées à la rétention des eaux en cas d'incendie. Leur dimensionnement a été réalisé à l'aide du document technique D9.

Le jour de l'inspection, il a pu être constaté la présence de la zone dédiée aux nouvelles cuves enterrées. Cette zone est délimitée par un merlon. Le panneautage, associé à la vanne guillotine permettant de diriger les eaux d'extinctions vers les cuves enterrées, était masqué par de la végétation.

=> L'ajout de la capacité de rétention de 198 m³ n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection des installations classées et peut être mise en œuvre. Cette modification fera l'objet d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Le panneautage associé à la vanne guillotine permettant de diriger les eaux d'extinctions vers les cuves enterrées devra être dégagé des végétaux le masquant.

Constat le 30/07/2025 : L'inspection a pu constater que le panneautage lié à la vanne guillotine est désormais visible (cf photographie en annexe).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures d'évitement des impacts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'évitement des impacts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2024

Prescription contrôlée :

Mesure d'évitement n°1 : Évitement complet de la ripisylve de l'Aygues et de sa lisière

La totalité de la ripisylve de l'Aygues ainsi que ses lisières ne font l'objet d'aucune altération ni de destruction, par le maintien d'une bande tampon d'une largeur minimale de 50 mètres mesurée depuis l'extrémité de la berge. Cette bande tampon fait l'objet d'une délimitation et d'une matérialisation permanente, durant tout la durée de l'exploitation de la carrière.

Cette mesure d'évitement est mise en place en concordance avec les mesures de réduction n°2 « Mise en défens des habitats de la Diane hors emprise du projet » et n°8 « Respect général des emprises du projet ».

Constats :

Constat le 26/06/2024 : Cette mesure d'évitement n'a pas encore été mise en œuvre sur la zone Martignan, dont l'exploitation n'a pas encore débutée. Il précise que les travaux de décapage vont débuter en septembre 2024.

=> L'exploitant doit, sous 2 mois et en tout état de cause préalablement à la réalisation des premières opérations de décapage, mettre en place une délimitation et d'une matérialisation permanente de la bande tampon de 50 mètres au niveau de la ripisylve de l'Aygues et de ses lisières.

Constat le 30/07/2025 : par courrier du 21/07/2025, l'exploitant a transmis le compte rendu des opérations de transplantation d'aristoloche effectuées le 16/09/2024 (17 plans transplantés), ainsi que du piquetage réalisé pour matérialiser l'emplacement de la clôture afin de garantir l'évitement complet de la ripisylve de l'Aygues, de sa lisière (habitat de la Diane) et de la zone d'accueil de la transplantation d'Aristoloches (mesure A2).

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'une clôture au nord de la zone Martignan, au droit de la zone PQ1-b. Cette clôture se trouve à une distance d'environ 50 mètres de la ripisylve, d'après les données du plan « état des lieux et phases » du 18/02/2025 remis en séance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures d'évitement des impacts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'évitement des impacts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024

Prescription contrôlée :

Mesure d'évitement n°2 : Évitement du fossé et de ses habitats liés, abritant les populations de la Decticelle des ruisseaux et de Diane au sud de la zone d'étude

L'ensemble des habitats de la Decticelle des ruisseaux et de la Diane au sud de la zone d'étude sont évités et soustraits à toute dégradation, altération ou destruction.

Constats :

Constat le 26/06/2024 : Dans le cadre de son dernier rapport de suivi, l'écologue signale que, comme en 2022, l'entretien des berges du fossé longeant la D237 a été effectué par le gestionnaire de la route en période peu favorable pour la Diane du point de vue phénologique. Il précise que cette gestion explique la baisse des effectifs constatée au niveau de ce secteur. Il préconise ainsi d'inviter le gestionnaire à ne pas faucher cette zone entre fin février et mi-juillet,

afin de ne pas porter atteinte à la Diane.

L'exploitant indique ne pas avoir engagé d'action à ce stade afin d'informer le gestionnaire de la préconisation de son écologue.

=> L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, d'informer le gestionnaire de la D237 des enjeux en matière de biodiversité associée au fossé situé au sud de la zone d'étude, ainsi que des préconisations de son bureau d'études en vue de préserver la Diane. En outre, il transmettra à l'inspection copie du courrier adressé à cette entité dans ce but.

Constat le 30/07/2025 : par courrier du 29/08/2024, l'exploitant indique avoir pris contact le 21/08/2025 avec l'agence routière du conseil départemental de Vaison la Romaine. Par ailleurs, une réunion a été organisée avec cette entité, l'exploitant, son bureau d'études en écologie et la DREAL le 7 janvier 2025. Au terme de cet échange, il est apparu que le fossé concerné est entretenu par 3 collectivités (le CD84, le Syndicat de la Meyne et la mairie d'Orange).

Le jour de l'inspection, l'exploitant précise qu'un premier contact téléphonique a été pris avec le responsable du syndicat de la Meyne, en vue d'un prochain échange pour recalculer le planning de fauchage sur les contraintes environnementales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend acte de l'ensemble des démarches engagées auprès des collectivités intervenant au niveau de la RD 237. En complément du bilan quantitatif réalisé par le bureau d'études naturaliste concernant la Diane et son habitat, une synthèse des actions menées auprès des gestionnaires sera intégrée au prochain rapport d'activité (planning d'interventions retenu,...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 31/03/2026

N° 6 : Mesures de réduction des impacts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction des impacts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2024

Prescription contrôlée :

Mesure de réduction n°2 : Mise en défens des habitats de la Diane hors emprise du projet

Les zones de présence de spécimens d'aristoloche, qui constitue la plante-hôte de la Diane, situées au sein du périmètre du site mais en marge extérieure de l'emprise directe du projet sont mises en défens afin d'éviter toute dégradation provenant notamment des engins d'exploitation,

par la mise en place de pistes ou encore par le dépôt de matériaux.

Ces zones sont signalées par un écologue et balisées par l'équipe du chantier. Le balisage des secteurs sensibles s'effectue, pendant la phase chantier, à l'aide de grillage de chantier orange soutenu par des piquets lanternes ; il est ensuite remplacé par une clôture pérenne.

Des blocs rocheux de gros diamètre sont mis en place au bord des secteurs à fort passage d'engins, afin d'éviter toute sortie accidentelle des engins hors des pistes.

Une sensibilisation préalable à la phase chantier, quant au respect de ces zones d'évitement par l'équipe du chantier est réalisée par un écologue .

Constats :

Constat le 26/06/2024 : l'inspection a pu constater que le balisage prévu (grillage de chantier, bloc rocheux ou équivalent) des zones en présence d'aristoloche, en marge extérieure de l'emprise, n'a pas encore été effectué (cf photographie en annexe).

=> L'exploitant doit sous 2 mois et en tout état de cause préalablement à la réalisation des premières opérations de décapage, mettre en défens les zones d'accueil de l'aristoloche en marge extérieure de l'emprise.

Constat le 30/07/2025 : par courrier du 21/07/2025, l'exploitant transmis le compte rendu du piquetage réalisé pour matérialiser l'emplacement de la clôture afin de garantir l'évitement complet de la ripisylve de l'Aygues, de sa lisière (habitat de la Diane) et de la zone d'accueil de la transplantation d'Aristoloches (mesure A2). L'exploitant a transmis également un bilan des travaux de défrichement, effectués près de la ripisylve de l'Aygue, afin de préserver l'aristoloche.

Le jour de l'inspection, le balisage de la zone de transplantation à l'aide de blocs rocheux a pu être constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de compensation des impacts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de compensation des impacts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2024

Prescription contrôlée :

Mesure de compensation n°1 : Mise en place d'une gestion de type agro-environnemental en faveur des cortèges d'espèces de plaines agricoles (cf. pages 233 à 238 et annexe 11 en pages 302 à 308 du dossier technique)

Une gestion agro-environnementale des parcelles agricoles n°2, 8, 10, 37 et 781 sur la commune d'Orange, délimitant une surface totale de 43,99 hectares, est mise en place.

Les modalités sont notamment les suivantes :

- mise en place d'une agriculture extensive avec un engagement par cahier de charges et une utilisation proscrite de fertilisants chimiques ou d'origine biologique (lisiers, fumiers) et de produits phytosanitaires ;
- mise en place de bandes herbeuses, non cultivées (avec une fauche / broyage tardive annuel, à partir de la mi-juillet) d'une largeur minimale de 5 m vis-à-vis des bordures de parcelles. Les abords de fossés en bordure des parcelles et au sein des parcelles sont intégrés dans cette gestion de bandes herbeuses. La superficie totale des bandes herbeuses doit au minimum être de 3,25 hectares ;
- mise en place et renforcement d'un réseau de haies avec des essences autochtones, conformément aux dispositions inscrites à la mesure de réduction n°5. Les haies sont d'une largeur minimale de 2 mètres ;
- mise en place d'un système de rotation et d'alternance de cultures intégrant une rotation annuelle
- (spatiale et temporelle) de 10 % (soit 4 ha) de la surface agricole exploitable (hors bandes enherbées et haies) en surface en herbe ;
- interdiction de toute mise en culture de maïs ou de tournesol ;
- interdiction de tout labour ou travail profond des horizons humifères des sols.

La gestion conservatoire des parcelles de compensation s'effectue pour toute la période d'exploitation de la carrière, durant au moins 25 années ; elle est mise en œuvre à travers un bail rural environnemental.

Constats :

Constat le 26/06/2024 : Dans le cadre de son dernier rapport de suivi, l'écologue signale que :

- la plantation de 3,5 km de haies a été réalisée pendant l'hiver 2022 / 2023, conformément aux préconisations techniques du cahier des charges élaboré dans le cadre de la mission d'AMO ;
- toutefois, les bandes enherbées en friche n'atteignent pas toutes les largeurs préconisées et sont partiellement labourées.

L'exploitant indique ne pas avoir engagé d'action à ce stade afin de rappeler à l'agriculteur ses obligations en la matière, telles que définies dans le bail rural environnemental du 7 décembre 2020.

=> L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de rappeler à l'agriculteur ses obligations en la matière. Le courrier adressé à l'agriculteur à cette fin sera transmis à l'inspection selon le même délai. Le prochain rapport de l'écologue devra également présenter les résultats obtenus sur cette mesure compensatoire et se positionner explicitement sur l'atteinte des objectifs fixés par l'arrêté préfectoral.

Constat le 30/07/2025 : par courrier du 29/08/2024, l'exploitant précise qu'une réunion a été tenue le 28/08/2024 avec l'agriculteur, l'écologue et son bureau d'études Géoenvironnement. Au terme de cette réunion, une notice récapitulant les mesures relatives à la biodiversité a été rédigée par l'écologue et remise aux participants (document joint au courrier).

Le jour de l'inspection, la présence des bandes enherbées a pu être constatée, par sondage, sur la

<p>parcelle, objet de mesures compensatoires en bordure de l'Aygue. L'exploitant a également présenté le compte-rendu n°12 effectué par son bureau d'études, présentant l'installation des trois nichoirs pour la chevêche d'athena début 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un bilan de la superficie totale des bandes herbeuses sera intégré au prochain rapport d'activité, afin de justifier du respect du minimum de 3,25 hectares.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mesures d'accompagnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'accompagnement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesure d'accompagnement n°1 : Mesure de sauvetage de la Diane - Translocation des chenilles hors de la zone d'emprise</p> <p>Les chenilles de Diane présentes au sein de la zone d'emprise du projet sont déplacées sur les plantes-hôtes situées à l'extérieur de la zone d'emprise dans des habitats d'espèce connus au sein de la zone d'étude et non impactés par le projet.</p> <p>Trois passages sont effectués, avant toute phase de travaux, sur une période allant de début avril à fin juin afin de collecter un maximum de chenilles dans la zone d'emprise. Les chenilles sont prélevées à la main et placées dans un récipient (seaux, boîtes en plastique) avec aération et contenant déjà des feuilles et des tiges fraîches d'Aristolochie. La collecte et la translocation des chenilles s'effectue aussi rapidement que possible dans la même journée. Dans la zone d'accueil, les chenilles sont posées sur les Aristoloches, de préférence sur les pieds sur lesquels il n'y a pas déjà d'autres chenilles, pour éviter un éventuel stress lié à la compétition pour la ressource alimentaire.</p> <p>Cette translocation doit intervenir au printemps de l'année de la réalisation de la mesure d'accompagnement n°3 « Transplantation d'Aristolochie à feuilles rondes et restauration des habitats favorables à la Diane » et être répétée l'année où le décapage du secteur concerné est programmé.</p> <p>Pour garantir la bonne exécution de cette mesure, le maître d'ouvrage informe l'équipe d'exploitation de cette mesure au minimum 1 an à l'avance.</p>

Constats :

Constat le 26/06/2024 : L'exploitant indique que les opérations de translocations des chenilles ont été effectuées en 2022. En particulier, le rapport Ecomed du 01/02/2023 mentionne que les opérations de translocations suivantes ont été réalisées :

- pour la Diane, les 4, 10 et 18 mai 2022 vers des deux stations d'accueil riches en aristoloche, en bordure de l'Aygue (mesure R3) et au niveau des parcelles compensatoires de la mesure C1. Au total, 105 chenilles ont été déplacées ;
- pour les plans d'aristoloche, les 18 et 19 octobre 2022.

Le jour de l'inspection, il précise qu'aucune opération de translocation n'a été réalisée cette année, préalablement à la réalisation des travaux de décapage devant débuter en septembre sur la zone Martignan sur le secteur PQ 1b. Toutefois, il signale que les pieds d'aristoloche pouvant accueillir la Diane ont été déplacés en 2022 sur le secteur PQ2 et, qu'ainsi, il n'est plus nécessaire de réaliser d'opérations de translocation de chenilles. Cependant, les plans d'aristoloches n'ont pas été déplacés sur le secteur PQ1 b, qui peut potentiellement toujours accueillir des chenilles. Il précise qu'à la date de l'inspection les individus sont sous forme de chrysalide, sur les arbres à proximité. L'exploitant propose en séance de déplacer la zone d'accueil des plans d'aristoloches au niveau de la zone PQ1 b préalablement à la réalisation des opérations de décapage, afin de préserver les graines au niveau de la station d'accueil en lisière de champ.

=> L'exploitant doit, sous 1 mois, présenter son plan d'actions visant à compenser la non réalisation complète des mesures A1 et R2. Un compte rendu des opérations menées sera également transmis dans le mois suivant la mise en œuvre des mesures compensatoires.

Constat le 30/07/2025 : par courrier du 29/08/2024, l'exploitant a précisé que :

- les opérations de transplantation de l'aristoloche seraient réalisées le 16/09/2024 ;
- un bilan des populations de diane sera transmis d'ici fin d'année.

Le rapport Ecomed, joint au rapport d'activité relatif à l'exercice 2024, mentionne 89 individus comptabilisés dans la zone d'évitement et 273 dans la zone de compensation. Toutefois, les indices d'abondances ont régressé sur les transects par rapport à 2023 (observations conduisant aux mesures proposées vis à vis des opérations de fauchage en bordure de la RD et des cannes au niveau de la zone de translocation).

Par courrier du 21/07/2025, l'exploitant a transmis le compte rendu des opérations de transplantation d'aristoloche effectuées le 16/09/2024 (17 plans transplantés), ainsi que du piquetage réalisé pour matérialiser l'emplacement de la clôture afin de garantir l'évitement complet de la ripisylve de l'Aygues, de sa lisière (habitat de la Diane) et de la zone d'accueil de la transplantation d'Aristoloches (mesure A2).

Le jour de l'inspection, le balisage de la zone de transplantation à l'aide de blocs rocheux a pu être constaté, ainsi que la réalisation des opérations de fauchage des cannes près de la ripisylve.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 10.2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'accompagnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Mesure d'accompagnement n°3 : Transplantation d'Aristoloches à feuilles rondes et restauration des habitats favorables à la Diane.</p> <p>L'objectif de la mesure est de sauvegarder, dans la mesure du possible, les pieds d'aristoloches présents au sein de la zone d'emprise en les déplaçant sur des zones non directement impactées par l'exploitation de la carrière, de façon à maintenir l'habitat de reproduction de la diane.</p> <p>La localisation précise de la station d'accueil (cf. cartographie en page 248 du dossier technique mis à jour) est définie sur le terrain par un entomologiste compétent en la matière en prenant en compte la présence d'autres espèces à enjeux, que ce soit pour les insectes ou les autres groupes de faune et de flore, afin de ne pas impacter ces pieds d'aristoloches en réalisant la transplantation. La zone identifiée pour accueillir la transplantation des pieds correspond à environ 0,8 ha de terrain favorable, de préférence en lisière nord de la zone d'emprise et au sud de la ripisylve bordant la rive gauche de l'Aygues.</p> <p>Les opérations de transplantation sont réalisées après la période de reproduction de la Diane et une fois que la réalisation de la mesure d'accompagnement n°1 de translocation de sauvegarde des chenilles de Diane hors de la zone d'emprise est terminée.</p> <p>La convention signée entre le maître d'ouvrage, et l'agriculteur attestant de la mise en place de cette bande de pieds aristoloches, en bordure de champs ainsi que le cahier des charges l'accompagnant, sera tenu à disposition de l'administration.</p>
Constats : <p>Constat le 26/06/2024 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la convention signée entre le maître d'ouvrage, et l'agriculteur attestant de la mise en place de cette bande de pieds aristoloches, en bordure de champs ainsi que le cahier des charges l'accompagnant, sera tenu à disposition de l'administration. => L'exploitant doit transmettre la convention sous 2 mois.</p> <p>Constat le 30/07/2025 : par courrier du 29/08/2024, l'exploitant a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none">• des travaux seront effectués au cours de l'hiver 2024/2025 (débroussaillage) afin de favoriser la reprise de l'aristoloches en bord de champ ;• La convention passée avec l'agriculteur sera transmise sous 2 mois. <p>Par courrier du 21/07/2025, l'exploitant a transmis la convention passée avec l'agriculteur, en date du 10/12/2024, ainsi que le compte rendu du 16/04/2025 relatif aux opérations débroussaillage des cannes au niveau de la zone de translocation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Par courrier du 1 ^{er} avril 2025, l'exploitant a transmis un dossier de porté à connaissance visant à modifier le phasage d'exploitation et les conditions de remise en état au niveau de la zone Martignan. Ces modifications sont motivées par la découverte de vestiges archéologiques au sud du site (zone PQ2), nécessitant des fouilles approfondies sur plusieurs années.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ces modifications n'appellent pas d'observation de la DREAL et feront l'objet prochainement d'un arrêté préfectoral complémentaire. Comme indiqué au PdC n°1, une mise à jour du PGDE doit être transmise, sous 3 mois, afin d'intégrer le nouveau phasage d'exploitation. En outre, cette mise à jour devra préciser qu'il conviendra d'utiliser préférentiellement les horizons supérieurs des terres décapées sur les ex-phases PQ 3 à 5, afin de réaliser la remise en état finale des surfaces à vocation agricole.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. Le danger est signalé par des pancartes placées : <ul style="list-style-type: none">• Sur le ou les chemins d'accès aux abords de la carrière,• À proximité des zones clôturées. Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses, ripisylves...) ne sont pas concernées par cette prescription. L'entrée de la carrière est matérialisée par un portail interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
Constats : L'inspection a pu constater, par sondage, la présence de la clôture, de merlons et de panneautages au nord de la zone Martignan (cf photographies en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"> • Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, • Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'inspection a pu constater, par sondage, la présence d'une borne délimitant le périmètre d'autorisation au droit du centre équestre, tel que présenté sur le plan intitulé « plan d'état des lieux et phases n°024023-G » daté du 18 février 2025. Toutefois, le périmètre d'autorisation présenté sur le plan précité ne correspond pas au périmètre d'autorisation décrit dans le DDAE (cf PdC n°13).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 3 mois, transmettre un plan présentant la position de l'ensemble des bornes mises en place à ce jour, afin de délimiter le périmètre d'autorisation (cf également PdC n°13).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Distances de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Distances de sécurité
Prescription contrôlée : Une bande réglementaire minimale de 10 mètres est préservée en limite de propriété. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit

pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

Les excavations sont également maintenues à une distance horizontale de :

- 50 m des habitations les plus proches de l'extension sur Martignan (écurie au nord, 2 habitations au sud-ouest, 1 habitation à l'Est, la chapelle de Gabet au nord-Est),
- 50 m par rapport à la rivière Aygues ,
- 35 m par rapport au Rio Foyro (en limite Nord du périmètre autorisé sur la commune de Piolenc).

L'exploitant s'assure également que sur une distance de 25 m :

- par rapport à la limite d'autorisation située en bordure de l'Aygues (au nord de l'extension Martignan Ouest),
 - par rapport au Rio Foyro (en limite Nord du périmètre autorisé sur la commune de Piolenc),
- aucun dépôt ou zone de circulation n'est mis en œuvre, afin de préserver la ripisylve de toute activité.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le plan intitulé « plan d'état des lieux et phases n°024023-G » daté du 18 février 2025. La comparaison entre les données mentionnées sur ce plan et les plans joints au DDAE ou à l'arrêté d'autorisation du 13/07/2021 fait apparaître un écart concernant l'implantation de la zone PQ1-b. En particulier, le délaissé de 50 mètres vis-à-vis de la limite d'autorisation n'a pas été respecté au droit de l'écurie (bande de 10 à 20 mètres environ) lors des opérations de décapage de cette phase. Les opérations d'extraction de matériaux silico-calcaires n'ont pas encore été effectuées, dans l'attente de la mise en service des convoyeurs.

Cependant, l'exploitant a précisé par téléphone le 1er août 2025 qu'une modification du périmètre d'autorisation a été apportée lors du bornage des terrains, préalablement à la réalisation des opérations de décapage. L'exploitant indique que cette modification a été engagée afin d'éloigner la limite d'autorisation et les aménagements associés (clôture, merlons,...) des locaux du centre équestre, sans toutefois modifier le périmètre d'extraction. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance de monsieur le Préfet, préalablement à sa réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre les justificatifs permettant de confirmer l'implantation de la zone d'extraction du secteur PQ1-b, au regard des données du DDAE.

Par ailleurs, un dossier de cessation partielle devra être déposé, sous 3 mois, afin d'exclure les terrains situés à proximité de l'écurie du périmètre autorisé, conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 à 3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Effets sur les eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Effets sur les eaux de surface
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place des échelles limnimétriques dans les plans d'eau qui seront relevées mensuellement. Les résultats de ces mesures sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.
Constats : L'échelle limnimétrique n'a pas encore été mise en place sur le secteur Martignan, les opérations d'extraction de silico-calcaires n'ayant pas encore démarré.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'échelle limnimétrique devra être mise en place dès libération de la première zone issue des travaux d'extraction sur le secteur Martignan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 71.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. [...]
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté la présence de merlons de 3 mètres de haut environ au droit du centre équestre et non de 5 mètres comme prévu dans l'étude d'impact (cf notamment page 265).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place les merlons prévus. Si l'exploitant souhaite maintenir des merlons d'une hauteur inférieure, un porté à connaissance devra être adressé conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ce dossier devra être basé notamment sur une nouvelle modélisation acoustique et des résultats de mesures de bruits, conformes aux valeurs réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois